



# **Ativar : para repensar a indossociabilidade entre ensino, pesquisa e extensão**

**Activer: repesenser l'indissociabilité de l'enseignement, recherche et extension**

*Julien Ineichein<sup>1</sup>, UFPE, julien.ineichen@gmail.com*

*Romain Gallart<sup>2</sup>, UFPE, romain.gallart1@gmail.com*

---

<sup>1</sup> Arquiteto EPFL e doutor em arquitetura da Universidade Federal do Rio Grande do Norte e da Ecole Nationale Supérieur d'Architecture de Marseille (France). Ele é membro do INCITI – Universidade Federal do Pernambuco (Fédérale du Pernambuco).

<sup>2</sup> Doutorando em estudos urbanos na Université Paris Ouest Nanterre La défense (França) e atualmente convidado no INCITI - Universidade Federal do Pernambuco.

## RÉSUMÉ

La constitution de 1988 instaure, dans son article 207, l'indissociabilité entre l'enseignement, la recherche et l'extension. Ce principe, très discuté, mais relativement difficilement appliqué, est mis en doute dans un contexte de restructuration de l'enseignement supérieur, accompagné d'une mise en concurrence plus franche des établissements. Ainsi, à partir de l'expérience de L'INCITI – Innovation for the cities, de l'Université Fédérale du Pernambouc (UFPE), nous allons interroger les nouvelles formes de collaboration entre les pouvoirs publics locaux et les universités. Ce laboratoire est le fruit d'une convention entre la Préfecture de la ville de Recife et l'UFPE pour repenser la place du fleuve dans la ville. Cette communication s'appuie sur une recherche-action réalisée au sein de l'INCITI comme coordinateurs des démarches d'activation. Elle permettra de soulever les spécificités de ce partenariat, en soulignant son caractère singulier à travers les trois dimensions qui le constituent : les articulations d'acteurs, la conception et la maîtrise d'œuvre de projet, et la recherche académique. De là, nous mettrons en avant les facteurs limitants à une production de connaissance dans une perspective critique. Puis nous discuterons, à partir de l'étude d'un cas particulier, les possibilités de créer de nouvelles formes de légitimité de l'Université par l'action et l'animation du débat public local.

**Palavras Chave:** Recherche, action, Université, Recife, participation

## RESUMO

A constituição de 1988 instaurar, no artigo 207, a indissociabilidade entre ensino, pesquisa e extensão. Esse princípio, muito debatido, mas relativamente pouco aplicado, é questionado num contexto de concorrência mais forte entre as instituições acadêmicas. Assim, a partir da experiência do INCITI – Innovation for the cities, da Universidade Federal do Pernambuco (UFPE), vamos questionar as novas formas de colaboração entre o poder público local e as universidades. Esse laboratório é o fruto de um convênio entre a prefeitura do Recife e a UFPE para requalificação o papel do Rio Capibaribe na cidade. Esta contribuição se embasa numa pesquisa-ação realizada pelos autores desta comunicação no INCITI, como coordenadores da equipe de ativação. Ela vai permitir de mostrar as especificidades dessa parceria, frizando o seu caráter singular através das suas três dimensões constituintes: as articulações com os atores, a concepção e a realização do projeto, e a pesquisa acadêmica. A partir disso, nós vamos mostrar os fatores limitantes de uma produção de conhecimento com uma perspectiva crítica. Finalmente, nós discutiremos, a partir de um caso particular, as possibilidades de criar novas formas de legitimidade da Universidade pela ação e a animação do debate público local.

**Keywords/Palabras Clave:** (Como o texto do resumo; máximo de 5 palavras-chave)

Les premières Universités brésiliennes sont apparues au début des années 1900<sup>3</sup>. Depuis la construction d'UNE Université brésilienne est encore un défi. En effet, l'instabilité politique du pays durant le siècle passé « n'a pas encore permis à celle-ci de transformer la société d'où elle émergera » (SOUZA, 1996, p. 57). Sans retracer dans son ensemble son évolution depuis sa création, il est à noter que dès la réforme de 1968, elle a débuté une transformation singulière permettant entre autres à l'enseignement supérieur privé d'émerger (MARTINS, 2009). Alors, qu'elle était relativement enfermée dans ses murs, elle commencera, en réponse à la dictature, à s'ouvrir. Un mouvement de l'intérieur vers l'extérieur va s'engager jusqu'au milieu des années 70. Des universitaires vont intégrer, à titre individuel, les mouvements sociaux et ainsi commencer un processus de démocratisation. Par ailleurs, c'est un phénomène centrifuge, poussé par les acteurs de la redémocratisation de la société, qui impactera le fonctionnement de l'université, transformant les thèmes de recherches, créant des disciplines innovantes et nommant de nouveaux cadres académiques dirigeants (CHAIA, 1994). Ces deux forces réformatrices de l'université brésilienne déboucheront sur la constitution de 1988, qui va instaurer, dans son article 207, le principe d'indissociabilité entre l'enseignement, la recherche et les extensions. Ce principe doit permettre « *comme le pointe PUCCI (1991, p 33-42) de "construire une université d'un bon niveau académique, publique, autonome et démocratique, effectivement propice à l'inclusion de la majorité, en accord avec ses besoins concrets"* (MACIEL & MAZZILLI, 2010, p. 4). Néanmoins, il a fait l'objet de nombreuses critiques et semble relativement peu applicable dans les conditions actuelles du fonctionnement de l'Université. La démocratisation de l'accès à l'enseignement supérieur par les programmes d'entrée au sein des facultés privées a renforcé le niveau général d'instruction du pays, mais fragilise son autonomie et indépendance (SOBRINHO, 2005), limitant sa force critique. En effet, la privatisation de l'université s'inscrit dans un mouvement de marchandisation de l'éducation, remettant en cause son sens pour le bien commun.

Ainsi, dans une dimension un peu manichéenne des choses, nous pourrions, à l'instar de Boaventura Santos (BENZAQUEN, 2012), déterminer deux types d'Universités. L'une qui s'inscrit dans une vision hégémonique de la production de la connaissance et l'autre dans une vision non hégémonique. Dans ce deuxième cas, nous pourrions citer à titre d'exemple le courant des universités populaires qui a gagné, depuis son émergence au XIIIe siècle, une place significative dans les démocraties de l'hémisphère nord. Ces dernières s'appuient sur l'émancipation des individus à travers une éducation ouverte à tous dans l'optique d'améliorer le système social dans son ensemble. Elle ne restreint pas les champs du savoir aux disciplines reconnues par le monde académique, mais mobilise les savoirs présents dans l'ensemble du tissu social. Cette éducation populaire met en pratique des stratégies intégratives que l'on qualifierait aujourd'hui de processus ascendants et transdisciplinaires. En fonction des universités, des entrées différentes pourront être choisies. L'université populaire des mouvements sociaux a basé sa pratique sur l'interculturalité, alors que l'éducation populaire française s'est construite autour des rapports de classe.

L'ambition intégrative et transformatrice de l'Université Publique brésilienne s'apparente aux principes du courant de l'université populaire tout en lui donnant une modalité institutionnelle. Néanmoins dans la pratique contemporaine, les efforts sont principalement concentrés sur une élite universitaire formée à répondre aux besoins d'une minorité ou capable de rivaliser à l'échelle internationale sur des questions de recherche du champ académique. L'objectif de changement

---

<sup>3</sup> Il faut noter que l'enseignement supérieur existait dès le XVIème siècle, notamment à travers l'enseignement des écoles Jésuites.

social, que l'université publique brésilienne s'est fixée, reste encore à mettre en oeuvre de manière effective.

En architecture et urbanisme, cette tension est particulièrement visible, du fait qu'elle s'exprime physiquement à travers les formes urbaines. À Recife, cette tension, induite d'une part par une croissance très importante du tissu urbain depuis les années 70 corrélées à une pression du marché immobilier particulièrement forte depuis les années 2000, provoque un processus de verticalisation intensif avec en même temps des phénomènes de désurbanisation, de périphérisation (LEFEBVRE, 1969) et de favelisation tout aussi importants. Au sein du département d'architecture et d'urbanisme de l'Université Fédérale du Pernambouc, on observe, quatre principaux courants qui structurent les différentes postures de l'université face à ces phénomènes : le premier est critique, il est en renouveau, notamment influencé par la pensée de David Harvey ; le second est hégémonique, s'inscrivant dans les demandes du marché ; le troisième défend une posture insulaire, s'extrayant des contingences de la société brésilienne pour produire du savoir académique autonome ; enfin, le quatrième est un courant plus pragmatique, mixant des horizons divers et variés, sans corpus théorique très stabilisé, mais avec l'objectif de mobiliser les savoirs et savoir-faire universitaires dans l'amélioration de l'environnement construit.

Dans ce cadre précis, la question des coopérations de l'université avec d'autres acteurs a toujours existé de manière relativement forte en Amérique latine notamment en ce qui concerne les projets d'habitation populaire. À l'échelle brésilienne, un bon exemple est le programme « connexion de savoirs », qui proposait à des étudiants, chercheurs et professeurs de plusieurs universités publiques d'engager leurs temps et leurs compétences dans des projets d'intérêt sociaux. Dans ce cadre, des projets d'habitation ont été développés à l'UFPE en partenariat avec des ONG et les pouvoirs publics<sup>4</sup>. Les enseignements de ces programmes initiés dans les années 2000 ne semblent cependant pas avoir réussi à contaminer les politiques publiques fédérales d'habitation telle que « ma vie, ma maison » basée sur une délégation exclusive de la production de logements aux acteurs privés.

À travers cette expérience de coopération avec des acteurs externes au monde académique, l'université publique a su mettre en oeuvre une démarche capable de dynamiser ses trois piliers constitutifs. Cependant au regard des difficultés rencontrées à appliquer cette approche dans le contexte d'une production d'habitation à grande échelle, tel que « ma vie, ma maison », il semble nécessaire de pousser la vision pragmatique de cette posture pour permettre une plus grande adhérence avec d'autres acteurs stratégiques tels que ceux du monde politique (à l'échelle de la fédération) et ceux des entreprises privées. Ces premières initiatives se sont peut-être marginalisées par une posture avant tout critique sans avoir su engager les forces hégémoniques en présence.

Ce panorama pessimiste ne doit pas occulter le fait que ces premières expériences ont probablement contribué à former un terrain fertile pour l'émergence de nouvelles initiatives similaires. À ce titre l'INCITI : Innovation for the cities, de l'Université Fédérale du Pernambouc (UFPE), semble un exemple intéressant. Ce groupe de recherche du programme de post-graduation en développement urbain a été créé il y a trois ans. Il résulte d'une convention entre l'UFPE et la mairie de Recife. Sa mission est de penser, de manière innovante, la requalification des berges du fleuve Capibaribe à partir du concept de « ville parc ». Ce groupe transdisciplinaire réunit aujourd'hui une cinquantaine d'experts, chercheurs et professionnels de l'environnement naturel et construit allant de l'ingénieur en transport à l'étudiant de master en botanique en

---

<sup>4</sup> On peut citer à ce titre le projet d'habitation Dom Helder Câmara ou Chico Mendes, Zeis Caçote.

passant par une représentante de la culture populaire. Ce laboratoire, financé majoritairement par la ville de Recife, vient interroger le principe d'indissociabilité entre recherche, enseignement et extension. En effet, dans quelle mesure l'université parvient-elle à s'inscrire dans les affaires de la cité, à répondre aux besoins sociétaux, à transformer les modes de faire de l'action publique et du projet, mais surtout, comment arrive-t-elle à construire une pensée critique, une pensée non hégémonique capable d'alimenter les pratiques contemporaines ?

À partir de notre participation<sup>5</sup> au sein de l'INCITI, nous allons essayer de faire émerger des questionnements quant à cette nouvelle expérience de coopération entre université et pouvoirs locaux. De l'ethnographie d'un projet « d'activation » développé par l'université dans le cadre d'un projet financé par la ville, nous identifierons les implications de cette coopération pour la recherche scientifique produite, pour la production de la ville et pour le débat démocratique local. Dans ce cas précis, nous tenterons de répondre aux questions suivantes : dans quelle mesure ce groupe de recherche peut-il produire une pensée critique et de la défendre, alors que l'ensemble des bourses est financé par la préfecture et que les coordinateurs du projet ont des relations privilégiées avec les commanditaires ? Quelles sont les orientations proposées et quels sont les mécanismes de résistances à l'œuvre ? Comment par l'action, l'université est-elle capable de défendre son autonomie ? Et finalement, comment cela vient-il questionner un modèle classique de fonctionnement du monde académique ?

L'expérience ayant eu lieu récemment, nous allons aborder ce cas de manière relativement générale et lancer des pistes de réflexion qui pourront par la suite faire l'objet d'articles scientifiques plus précis. Ainsi, dans une première partie, nous tenterons d'explicitier précisément les termes de cette convention entre l'université et la mairie et son fonctionnement. Du début du projet à l'impératif de publier, en passant par la mise en œuvre d'un projet urbain, nous dresserons un panorama des difficultés à construire une pensée critique dans un tel contexte. Dans une seconde partie, nous présenterons la stratégie d'activation développée par l'INCITI, nous focaliserons notre attention sur sa manière de transformer les pratiques de faire la ville, mais surtout sa capacité à s'émanciper de la tutelle des pouvoirs publics et des carcans universitaires, en garantissant une forme d'autonomie par l'action.

### **Une recherche-action au cœur de l'INCITI**

Avant toute chose, il est nécessaire de préciser que cette communication s'inscrit dans un cadre méthodologique particulier et nécessite quelques précautions d'usage avant toutes tentatives de généralisation.

Premièrement, cette investigation fait partie de nos activités de praticiens-chercheurs de l'INCITI. En effet, Julien Ineichen, participe à ces projets dès ses débuts, alors qu'il réalisait un doctorat sur les processus de conception collaborative en architecture et urbanisme. Romain Gallart a intégré l'INCITI il y a 6 mois pour réaliser son terrain d'étude portant sur les dispositifs de participation des habitants aux projets urbains. Nous avons eu la responsabilité de mettre en place un processus de co-construction du projet sur l'un des tronçons du parc. C'est à partir de ce processus que nous interrogerons cette indissociabilité entre enseignement, extension et recherche. Cet investissement au cœur de la mise en place du projet permet d'appréhender en « action » la mise en œuvre de ce principe. Bien que cette posture soit stratégique, notamment dans l'accès aux « terrains », elle n'en est pas moins dotée d'une faiblesse majeure. En effet, elle complique le

---

<sup>5</sup> Les auteurs de cet article sont coordinateurs de l'équipe d'activation pour élaborer le projet du parc dans le quartier de la Capunga. Ils sont ainsi responsables des articulations institutionnelles et des processus participatifs pour ce tronçon.

travail d'objectivation, car elle ne laisse que peu de temps au chercheur pour entamer un processus de dé-subjectivation (WIERVERKORKA, 2015) et ainsi s'extraire du terrain et des modes de pensée des institutions en question. La démarche comporte donc le danger d'intérioriser les préceptes de l'INCITI dans la lecture et l'analyse des situations. De ce fait, le risque de sociocentrisme est présent, pouvant rendre caducs nos propres résultats. Cependant, l'intersubjectivité générée par la réflexion de deux praticiens-chercheurs aux ornières et aux bagages académiques distincts<sup>6</sup> permet de créer pour le moins un environnement critique effectif.

Outre ce positionnement en tant que praticien-chercheur, il est à noter que nous sommes tous deux étrangers au Brésil, issus de tradition universitaire européenne, mais partagés entre la France, la Suisse et le Brésil. Ainsi, notre point de vue est celui-ci d'un étranger étudiant le fonctionnement brésilien. Cette forme d'extériorité peut faciliter le travail réflexif, et également offrir des questionnements originaux. Néanmoins, nous encourons le risque que cette initiative par sa forme et les problématiques qu'elle entend soulevée réponde plus à des préoccupations d'Européen immigré au Brésil qu'aux attentes d'une culture académique locale.

Deuxièmement, cette communication s'appuie sur une micro-analyse d'un processus d'activation, s'inscrivant dans un contexte politique, social, culturel, spatial et temporel singulier. Cette expérience marque une étape de transition pour l'INCITI. Alors que le mandat municipal du gouvernement touche à sa fin, que les finances sont en diminution, l'activation Capunga est, comme pour l'un des auteurs, une manière de conclure et rassembler une série d'expériences qui ont été faites durant les trois années précédentes. Mais cette expérience préfigure aussi un nouveau cycle. Elle s'inscrit dans une perspective de continuation du projet et de transformation des modèles de production de la ville à Recife. Il y a un enjeu pour l'équipe de faire une proposition relativement indépendante des pouvoirs publics, dans le cas où le gouvernement ne serait pas renouvelé. Elle doit également être suffisamment innovante pour démontrer la pertinence des approches développées et pouvoir poursuivre ainsi son rôle dans la transformation de la ville. Recife, l'INCITI et l'activation sont des expériences singulières qui nécessitent un important travail préliminaire de contextualisation pour pouvoir entamer dans un premier temps toute tentative de discussion et dans un deuxième temps monter en généralité.

## **LE PARQUE CAPIBARIBE, UNE COOPÉRATION MAIRIE-UNIVERSITÉ INNOVANTE**

La ville de Recife comptait, en 2010, 1,53 million d'habitants. La 4e agglomération urbaine du Brésil est marquée par un processus de fragmentation, symbolisé notamment par des phénomènes de verticalisation des habitations de la classe A et B et par le sous-développement des infrastructures publiques.

En 2012, à la veille des élections municipales, un groupe d'experts chapeauté par des professeurs de l'UFPE invitent les candidats à se positionner par rapport à une proposition de requalification des rives du Capibaribe. Pour ces derniers, la requalification des berges du fleuve doit être dédiée à des espaces publics en vue de sa réappropriation par tous les habitants de Recife. Ce parc qui traverserait la ville d'est en ouest représenterait ainsi une opportunité de développer un projet collectif permettant de construire une stratégie de planification urbaine à long terme.

---

<sup>6</sup> Julien Ineichen a une formation d'architecte de l'école polytechnique fédérale de Lausanne. Il a soutenu une thèse en cotutelle entre l'Université Fédérale de Rio Grande du Nord et l'École Nationale Supérieure d'Architecture de Marseille tandis que Romain Gallart a une formation universitaire française d'Urbanisme et réalise sa thèse d'Urbanisme à l'Université Paris Ouest Nanterre La Défense.

Après les élections, le maire élu, qui s'était montré convaincu par cette vision, décide de passer à l'action. En 2013, un partenariat entre l'UFPE et le secrétariat de l'environnement et du développement durable est signé pour monter une équipe multidisciplinaire dédiée au développement du projet. Le choix d'engager l'université plutôt qu'une entreprise privée repose sur un argument unique : seule l'université est capable de mobiliser la palette de savoirs nécessaires pour répondre à la complexité d'un tel projet.

L'équipe multidisciplinaire composée par une quarantaine de praticiens-chercheurs est coordonnée par 3 professeurs du département d'architecture et d'urbanisme. Le secrétariat de l'environnement et du développement durable est chargé de superviser le projet pour la mairie. Le maire s'engage quant à lui à financer initialement le groupe de recherche à hauteur de 2,4 millions de Reals en fonction d'un cahier des charges réparti sur 24 mois<sup>7</sup>. L'équipe du Parc Capibaribe peut ainsi commencer le développement du projet en septembre 2013 dans un atelier installé dans l'ancienne école de médecine de l'UFPE situé au centre-ville sur les rives du Capibaribe. Au cours de ces trois années, notamment du fait de la « flexibilité » de la convention, l'INCITI va jouer trois rôles principaux, de manière plus ou moins concomitante.

### **L'inciti, comme articulateur et producteur d'une vision pour la ville**

Pour saisir l'une des dimensions innovantes de ce partenariat dans le contexte de Recife, il est intéressant de situer son rôle dans la reconfiguration du jeu d'acteurs en présence. À ce titre, le tronçon Das Graças est illustratif.

En 2012, un projet de voie express de quatre pistes le long de l'estuaire du Capibaribe, est sur le point d'être réalisée grâce à un financement fédéral. Ce projet, hérité des politiques des années 1980, vient percuter la promesse électorale du nouveau maire fraîchement élu : le parc Capibaribe. Alors que le projet routier est porté par le secrétariat des infrastructures de la ville (URB), l'association des habitants du quartier des Graças s'y oppose. Le rapport de force semble très asymétrique. Les acteurs de la société civile organisée font appel à l'équipe du Parc Capibaribe. Pour l'INCITI c'est une opportunité à ne pas manquer pour consolider cette idée. Une stratégie de communication et une ébauche de contre proposition vont être élaborées. Les rapports de force seront donc reconfigurés, permettant l'abandon du projet de voie express au profit du parc.

À travers ce cas, nous observons que L'INCITI va jouer un double rôle. D'une part, il va s'appuyer sur les initiatives citoyennes pour les renforcer, mais également pour diffuser une certaine vision de la ville. D'autre part, il va favoriser les articulations entre cette association et les pouvoirs publics. Néanmoins, on ne peut faire abstraction du rôle clef du maire. Convaincu par les atouts d'un parc public, il va résoudre les conflits d'intérêts qui ont surgi au sein des deux secrétariats concernés. Il est nécessaire de relever que son conseiller sur les questions de gestion urbaine n'est autre que le frère d'un des professeurs coordinateurs du projet, promoteur de l'idée du parc.

### **L'inciti, comme maître-d'oeuvre**

Alors que le projet se focalisait initialement sur l'élaboration d'études, la construction d'un diagnostic solide, il est rentré récemment dans une phase plus opérationnelle. En effet, jusque là,

---

<sup>7</sup> Ces informations sont recueillies sur le site internet du secrétariat à l'environnement et au développement durable de la ville de Recife : <http://meioambiente.recife.pe.gov.br/parque-capibaribe>

aucun financement en investissement n'était prévu pour sa réalisation. En 2014, surgit une mitigation de 1,5 million de Réal de *l'Hospital Portugues* pour financer les aménagements du *Jardim do Baoba* le long du fleuve. Ce premier tronçon apparaîtra comme une nouvelle étape, permettant de tester l'application des principes étudiés. Ainsi, l'université va se confronter à la réalité de l'action. D'ailleurs, ce ne sera pas sans débat en interne, pour savoir, si oui ou non, produire du projet exécutif est la mission de l'INCITI. En tout état de cause, l'équipe se met en ordre de marche pour dessiner le projet dans ses moindres détails, puis suivre le chantier.

Cette nouvelle étape offre à l'INCITI l'opportunité de s'inscrire dans un nouveau champ : celui de l'action. Cette réalisation dont le processus de projet est relativement chaotique va néanmoins offrir une jolie vitrine, du fait de la relative qualité du produit final. L'INCITI va donc gagner en crédibilité tant du point de vue des habitants que des autorités.

### **L'inciti, comme chercheur**

Depuis les trois années d'existence du projet, quelques publications ont été faites dans des revues spécialisées, que ce soit dans le domaine de l'environnement (CALVACCANTI, 2015) ou de l'architecture (CARVALHO, MONTEIRO, 2015). Des communications, dans des séminaires ou des colloques nationaux ou internationaux portant sur des thématiques diverses, ont également été réalisées : paysage : (MENENEZ, CARNEIRO, 2014) ; mobilité : (MACHRY, MONTEIRO, 2014). Néanmoins, à l'image du master en développement urbain, la production reste relativement faible tant du point de vue de la quantité que de la qualité. Ainsi, pour répondre aux exigences nationales, et internationales, une injonction à la publication est en cours. Cette injonction se traduit par des demandes répétées à communiquer dans des séminaires et à publier dans des revues plus ou moins spécialisées. Pour l'INCITI en particulier, dans cette phase post-élection, il y a un enjeu à légitimer sa dimension innovatrice pour capter de nouvelles ressources financières.

Ainsi, de l'extérieur, l'INCITI présente des caractéristiques relativement alléchantes pour un groupe de recherche. Ce sont près d'une cinquantaine de chercheurs, de disciplines diverses et variées et issues de cultures et pays différents. Ainsi, la transdisciplinarité, l'interculturalité, et le travail collaboratif sont souvent des atouts présentés par l'INCITI, comme facteurs favorables à l'innovation. Outre ces conditions relativement favorables, il nous paraît nécessaire de pointer 4 facteurs qui nous semblent limiter une production scientifique de qualité.

Le premier point est lié à la structure administrative et financière. Comme nous l'avons déjà dit, le financement de l'INCITI est lié à une convention avec la préfecture de Recife. Ainsi, c'est presque 100 % des financements qui sont issus de cette institution. La secrétaire de l'environnement (SMAS) est donc tout à fait légitime pour orienter les priorités. Comme nous avons pu le constater, du fait de notre participation à diverses réunions avec les pouvoirs publics, la dimension de la recherche n'apparaît pas. Le terme n'est d'ailleurs jamais mobilisé. De plus, nous partons du principe qu'une recherche de qualité doit se faire dans le temps long. Il faut remarquer d'ailleurs que les financements viennent par intermittence. À titre d'exemple, les bourses et le temps de travail ont été divisés par deux entre le mois de juillet et octobre.

Le second point est cette priorité donnée à la production du projet. En effet, les orientations de la préfecture sont relativement claires. Depuis l'apparition de financements pour mettre en œuvre des projets urbains, la focale porte sur l'œuvre en elle-même. Ainsi, les membres se retrouvent à réaliser les plans du projet exécutif, alors que ce n'est pas nécessairement leurs spécialités. D'ailleurs, cela vient questionner le fait que l'Université vienne concurrencer de manière déloyale des bureaux d'études.



Le troisième point, qui découle de cette structure administrative et financière, est lié aux différences de temporalité entre recherche et projet. En effet, comme cela a pu être relevé lors du conseil gestionnaire de l'INCTI, « nous agissons comme un bureau d'étude, plus que comme un laboratoire de recherche... On ne fait que répondre aux révisions de projet qui nous sont demandées par la préfecture »<sup>8</sup>. Cette remarque peut être complétée parce que semble partager une grande partie de l'équipe : « il n'y a pas de méthode, nous n'avons pas le temps de réfléchir à ce que l'on fait. Nous n'apprenons pas de nos erreurs ». En effet, l'INCITI prône une forme d'apprentissage pragmatique, par l'expérience. Néanmoins comme le signalent nombre de membres de l'équipe<sup>9</sup>, il n'existe pas d'espace de pratique réflexive. Il n'y a pas le temps d'évaluer ce qui a été fait. Ainsi, les temporalités associées, peut-être à un manque d'organisation, de planification, ne permettent pas de construire une pratique réflexive permettant de produire de la connaissance.

Le dernier point est lié au profil des membres. En effet, sur les trois coordinateurs principaux du parc, seul, un possède un doctorat. Les deux autres étant des professionnels de l'architecture et du paysage. Ils ne font pas de recherche académique. Sur la cinquantaine de membres, nous comptons deux professeurs d'université titulaires, deux docteurs, et deux doctorants. Cela ne signifie pas que les autres membres ne sont pas capables de faire de la « recherche », mais plutôt que la structure d'encadrement de cette recherche est trop faible par rapport aux nombres de membres de l'équipe qui possède plutôt un profil d'équipe de projet.

Néanmoins, notons que les masterants et doctorants ont souvent des bourses de recherches dissociées, liées à leurs universités. Dans quelques cas, l'INCITI apparaît comme l'un de leurs cas d'étude et offre les conditions pour poser un regard critique dans un temps plus long et plus approprié à la recherche académique.

## **L'ACTIVATION, DE L'ENSEIGNEMENT ET LA RECHERCHE, À LA CONSTRUCTION DU PROJET URBAIN ?**

L'équipe en charge du projet, a mis au cœur de sa démarche le terme « d'activation ». Cette notion, relativement absente de la littérature scientifique, est utilisée par quelques historiens de l'art (LINHARES, 2015) pour parler des démarches d'animation des espaces publics à partir de pratiques artistiques. Les professionnels de l'urbain commencent à l'employer pour expliciter des mécanismes de transformation des interactions citoyennes depuis de nouveaux usages<sup>10</sup>. Il faut également noter que certains architectes y font référence pour décrire des processus éphémères d'expérimentation d'occupation du territoire<sup>11</sup>. Dans notre cas, l'activation Capunga visait à associer de manière active les acteurs du projet du diagnostic à sa mise en œuvre. Ainsi, alors que la notion était mobilisée dans des sens variés, cette expérience va permettre de poser les bases communes de cette stratégie de mise en débat du projet. C'est en associant cette démarche à des démarches d'enseignement et de recherche que l'équipe va légitimer sa posture d'animateur du projet urbain.

---

<sup>8</sup> Propos recueillis lors du conseil gestionnaire de l'INCITI du 01/01/2016.

<sup>9</sup> C'est un des points ressortis très fortement lors d'un atelier de travail interne portant sur les nouvelles orientations que pourrait prendre le groupe de recherche.

<sup>10</sup> Il est à noter qu'un numéro de la revue *Ambiance* est prévu sur le thème : animer l'espace public ? Entre programmation urbaine et activation citoyenne

<sup>11</sup> En France, le collectif ETC. et le collectif Saprophytes utilisent ce terme pour décrire certaines de leurs interventions dans l'espace public.

### **L'activation, une activité de recherche...**

En mai 2016, à 5 mois du premier tour des élections municipales, la Mairie demande à l'INCITI d'élaborer une proposition d'aménagement pour le quartier de la Capunga. Alors que l'équipe-projet a besoin de compléter son diagnostic et d'avoir un retour des usagers sur ses premières ébauches, l'équipe-activation monte une résidence de trois jours au cœur du quartier. L'objectif est de collecter les données manquantes et de discuter les premières analyses avec les différents partenaires du territoire, qu'ils soient d'institutions publiques, d'entreprises privées, commerçants, usagers ou habitants. Ainsi, l'enjeu est bel et bien de compléter le diagnostic tant du point de vue quantitatif que qualitatif. Lors de la première réunion de préparation de cette résidence, l'équipe-projet qui est responsable de la conception urbanistique est largement présente. Ce sont 4 membres qui participeront à la réunion, bien que l'on s'attarde plus sur les formes de captation de l'information que sur la nature celle-ci. L'attention s'est par exemple portée plus sur les outils qui allaient être mis en place pour animer l'atelier que sur les données dont l'équipe-projet aurait eu besoin pour le projet. D'ailleurs, suite à cette résidence nous observerons qu'il manque un certain nombre de données essentielles pour le projet tel que les types de points de vente existants et leur dimensionnement, ce qui d'une certaine manière va être l'une des justifications pour commencer dans un deuxième temps la démarche de co-design du master plan des points de vente et des plans des futurs kiosques.

Ainsi, la semaine suivante, une réunion avec une partie des acteurs ayant participé au projet est organisée. Un seul commerçant est présent. Lors de cet atelier, l'idée est de construire des scénarios qui ont été envisagés lors de la résidence. Les participants sont invités à former trois groupes de 5-6 personnes. Chaque groupe aura la mission de construire une proposition en la détaillant sous forme de scènes. À la manière d'Augusto Boal (BOAL, 2010), l'idée est de construire une pièce de théâtre, pour s'exercer à la jouer. D'ailleurs, lors de ce premier atelier, il est prévu que la première représentation ait lieu le 21 septembre.

Tous les quinze jours pendant 3 mois, des ateliers collaboratifs vont réunir les différents acteurs du projet et surtout les commerçants ambulants. L'équipe-projet ne va pas parvenir à dédier le temps nécessaire pour s'approprier l'outil de l'atelier collaboratif comme processus d'aide à la conception. Les ateliers par, peut-être, leurs horaires décalés, leur caractère chronophage, et le manque de connaissances pratiques de ce genre d'outil ont été considérés comme une surcharge de travail qui ne permettait pas de capter l'ensemble des données nécessaires au projet. En effet, dans ce cas de figure, les ateliers vont être des espaces propices pour tester des hypothèses et sonder à petite échelle, mais ne seront pas adaptés à avoir des données consolidées. À ce titre, la « consultation des commerçants » réalisée lors de notre second atelier, le 18 juin, va permettre de mettre en lumière les tendances du fonctionnement du marché et la faible formalisation des commerçants. Néanmoins, cette investigation n'économisera pas la nécessité de réaliser une description complète de l'occupation des points de vente de tout le quartier. Ainsi ces 8 ateliers vont nous permettre de consolider notre diagnostic et les hypothèses d'aménagement tout en nous assurant l'appui des commerçants.

Enfin, le processus d'activation va faire l'objet d'un prototypage à l'échelle du quartier. À travers celui-ci, l'objectif est de tester les scénarios qui ont été construits. C'est une sorte de jeu avec la réalité, tel que le met en place le théâtre de l'invisible. Chaque acteur a eu le temps de définir et d'apprendre son rôle durant les ateliers, l'événement de prototypage urbain appelé également de célébration est l'occasion de voir comme la pièce fonctionne. Du point de vue du projet, c'est une manière de tester par l'expérience des hypothèses grandeur nature. Il s'agit ensuite de capter leurs impacts sur le système urbain. Pour comprendre les effets de la piétonnisation d'une partie

d'une place sur le flux automobile, l'influence de la fermeture d'espace de stationnement sur l'occupation du quartier, ou encore sur les effets de la création d'un foodtruck-park sur l'organisation du commerce informel, le prototype urbain est une façon de vérifier le projet par les faits. D'autre part, il est également pour nous une manière de tester les « involuables », c'est-à-dire tout « ce qui ne peut être obtenu par volonté, mais qui peut survenir comme conséquence (non voulue, non pensée) d'un objectif voulu, qui est autre. » (MARTOUZET, 2004).

Ainsi, le processus d'activation est mobilisé pour capter des informations nécessaires pour l'élaboration du projet. Il prend comme pré-supposé que les principales sources d'informations sont les acteurs du territoire. Le défi étant alors d'activer ces acteurs pour qu'ils soient prêts, d'une part à partager ses informations et d'autre part à les mobiliser dans un projet collectif de transformation. Un agent public du contrôle du trafic automobile, par exemple, peut s'il est activé, nous informer que le Code de la route brésilien interdit de se stationner autour d'une place publique même si dans les faits cela ne se vérifie pas. Mais s'il est activé à tester la mise en application de cette loi pour un événement spécifique, il participe en plus à la mise en œuvre d'une expérience collective d'une reconfiguration urbaine. De la même manière, l'activation d'un vendeur de rue, va nous permettre de saisir sa logique d'occupation et d'entendre sa crainte de perdre son espace de vente. Ainsi, des stratégies d'occupation alternative, avec par exemple du mobilier urbain, pourront être développées. Ce processus d'activation a été utilisé dans notre cas de figure comme un outil de recherche capable d'extraire de l'information du système auquel on a à faire, mais également de générer des scénarios expérimentaux in situ capable de mettre à l'épreuve du terrain des hypothèses de projet. Cette méthodologie assimilable à de la recherche-action collaborative est par ailleurs vecteur d'une autre dimension fondamentale qui fait partie du cahier des charges de l'université, la formation. En l'occurrence, la formation de l'ensemble des acteurs qui se sont engagés à prendre part à une expérience commune. Expérience qui peut devenir dans certaines mesures un support d'un apprentissage collectif.

Un tel projet d'espace public à l'échelle d'un quartier constitue un système complexe qui ne peut être appréhendé que selon une multitude de points de vue et dont la transformation ne peut être réussie qu'à travers l'engagement de ses acteurs. Les ateliers et le workshop de prototypage urbain sont deux exemples de pratiques d'activation mise en œuvre dans le projet de la Capunga qui apparaissent tout à fait appropriés d'une part pour répondre aux nécessités du projet, et d'autre part pour répondre aux "obligations" de formation de l'Université.

### **L'activation, entre formation professionnelle et capacitation citoyenne**

L'ensemble du processus d'activation s'est constitué « d'activités d'enseignement ». Nous pouvons distinguer deux types d'activités, ciblant des publics différents poursuivant des finalités diverses et constituées de modes opératoires distincts. L'une est plutôt destinée aux étudiants ou professionnels ayant un intérêt pour les problématiques urbaines. L'autre était à destination des commerçants ambulants du territoire ciblé.

Dans le premier cas, l'apprentissage va se dérouler à travers la pratique, par le biais de différents workshops avec des durées variées en fonction des besoins nécessaires. Ces ateliers vont pour les étudiants et professionnels être l'occasion d'apprendre des méthodes d'enquête et d'analyse (Residência Capunga), des méthodes de prototype et de construction (Workshop Internacional de Prototipagem Urbana) ou se focalisant sur des thèmes particuliers en fonction des problématiques du territoire (Workshop de Recuperação ambiental). Pour l'INCITI, ces workshops visent à diffuser une culture du projet et du travail collaboratif tout en permettant d'avoir accès à une ressource en main d'œuvre volontaire.

Dans le second cas, suite à l'observation de la fragilité du commerce informel et à la nécessité de l'organiser pour que les commerçants ambulants puissent être des interlocuteurs crédibles. Il a été décidé de mettre en place, en partenariat avec le Serviço Brasileiro de Apoio as Micro e Pequenas Empresas (SEBRAE), une formation gratuite de renforcement de l'activité commerciale des commerçants concernés par le projet. Ainsi, ce sont 7 « conférences » qui ont été organisées au sein de l'INCITI. Le faible taux de participation, qui peut s'expliquer pour diverses raisons, a poussé à ouvrir ces formations à l'ensemble des commerçants de la ville de Recife. La participation à ces formations outre l'intérêt d'apprentissage pur était également une manière pour certains commerçants de montrer l'intérêt qu'il avait pour le projet.

Ces deux modes d'enseignement, bien que n'ayant rien à voir, visent à inscrire l'activation comme une plateforme de formation innovante. Deux enjeux principaux peuvent être distingués. D'une part, la formation apparaît comme un moyen de mobilisation des acteurs. À ce titre, il faut noter la participation de certains commerçants n'ayant que peu d'intérêt pour le projet, mais qui participent de manière régulière aux activités du SEBRAE. Pour d'autres, c'est un mode de partage d'une vision de la ville. En effet, notamment dans le cas des workshops, c'est la pratique qui nous permet de diffuser les valeurs qui lui sont associées.

Enfin pour l'INCITI, il y a un enjeu relativement clair. Il s'agit de se construire une partie de sa légitimité autour de la pédagogie sur la ville et le projet urbain dans toutes ces dimensions.

### **L'activation, un outil de mise en débat du projet**

Le troisième axe important de l'activation est sa capacité à créer les conditions d'un processus délibératif pour construire du projet urbain.

Par définition, le projet urbain (INGALLINA, 2001) implique une mise en débat de la planification urbaine avec les différents acteurs territoriaux. Il a souvent été relevé les difficultés à mettre en place des débats égalitaires<sup>12</sup>. En effet, les asymétries de pouvoir entre les différents acteurs impliqués et les différences d'échelles spatio-temporelles d'analyses du territoire rendent la tâche ardue, multipliant les incompréhensions, voire les conflits urbains<sup>13</sup>. En soi, le conflit n'est pas nécessairement un problème. Il peut être un synonyme de vigueur démocratique. Il le devient lorsque ceux-ci ne sont pas résolus. (BOBBIO, MELÉ, 2015). Une des difficultés fréquentes dans la mise en œuvre de processus de concertation de projet urbain est celle de faire dialoguer les différents acteurs qui ont des échelles temporelles, spatiales, et politiques différentes. En effet, le défi majeur de l'activation est sa capacité à créer un espace de débat démocratique, où les asymétries de pouvoir soient les plus réduites. Dans la stratégie d'activation, deux éléments majeurs sont à distinguer.

Premièrement, il s'agit de construire un objet de débat partagé. Comme les recherches sur la participation en urbanisme l'ont montré depuis de nombreuses années, les mobilisations habitantes débutent, dans leur majorité, lorsque les travaux commencent<sup>14</sup>. Ainsi, le prototypage

---

<sup>12</sup> La profusion de la littérature scientifique sur ce thème en est l'un des synonymes. Pour un état de l'art sur les questions de participation en urbanisme : BACQUE, M.-H., & GAUTHIER, M. (2011, 1). Participation, urbanisme et études urbaines » Quatre décennies de débats et d'expériences depuis « A ladder of citizen participation » de S. R. Arnstein. *Participations* (1), pp. 33-66.

<sup>13</sup> Pour une lecture analytique des conflits urbains : VILLENEUVE, P., TRUELLE, C., PELLETIER, M., & THERIAULT, M. (2009). Les conflits urbains: une approche analytique. *Environnement urbain / Urban environment*, 3, pp. 1-8.

<sup>14</sup> Ces phénomènes que nous pourrions qualifier NIMBY (Not In My Back Yard) sont les plus réguliers motifs de mobilisation. Pour une approche plus précise du syndrome NIMBY : DEVINE-WRIGHT, P. (2009, Nov/Dec). Rethinking NIMBYism: The role

urbain permet de concrétiser, de rendre palpable, ce que serait le projet. Ainsi, il ne s'agit pas de discuter sur des plans des effets supposés de telle ou telle construction, mais bel et bien d'échanger sur les expériences de chaque acteur impliqué et touché par le prototype. Cet objet commun permet ainsi de transcender les échelles spatio-temporelles pour se focaliser sur les effets concrets de la mise en œuvre des propositions d'aménagement. Le prototype apparaît également comme un outil d'interpellation des acteurs « hors-jeu ». À l'instar des habitants qui se mobilisent lors du lancement des travaux, nous retrouvons un peu les mêmes situations lors de la mise en place du prototype. À ce titre, il est intéressant de voir que les militaires n'ont jamais répondu à aucune invitation, mais lorsque le prototype était en place, ils sont venus participer à la discussion.

Deuxièmement, il s'agit de construire un espace de dialogue permettant à tous les acteurs d'exprimer leur expérience vis-à-vis du prototype, en évitant de reproduire les relations de domination existantes « naturellement » (GAXIE, 1978). Pour ce faire, à la fin de la célébration, durant l'après-midi, un débat public était organisé avec les représentants de la préfecture, le représentant de l'université privé, les commerçants, les habitants, les militaires, etc. Regroupant près d'une cinquantaine de personnes, cet événement visait à discuter les résultats de ce prototype et soulever les points positifs et négatifs, mais également les doutes de chacun des acteurs. Ce débat était régi par deux règles relativement simples. La première est que tout le monde avait le même temps de parole (deux minutes) et il était interdit de couper la parole. La discussion étant animée par l'un de nous. L'ensemble de la discussion était enregistré et se faisait dans l'espace public jusqu'à ce que la pluie nous rabatte dans les locaux de l'université. Après trois heures de discussion, il a été convenu de poursuivre le prototype. Il a également été validé qu'un conseil gestionnaire, composé des différentes parties, se réunisse pour continuer l'expérience de manière partagée.

Ainsi, nous pouvons dire que le processus délibératif s'est relativement bien déroulé dans le sens où il y a une confrontation des arguments découlant d'une prise de décision. Il faut noter que, bien que la décision convenait à l'ensemble du groupe, elle est restée entre les mains des dominants. C'est-à-dire, entre le représentant de l'Université et la préfecture. Néanmoins, le fait d'avoir installé ces différents acteurs autour de la même table semble une avancée notable dans la construction d'un débat démocratique. Ainsi, bien que nous n'ayons pas encore abouti à une démocratie délibérative<sup>15</sup>, il faut reconnaître celui-ci comme le résultat d'un long processus de mobilisation, d'information, voire de formation dans certains cas, pour construire un débat raisonné du projet.

### Considérations finales

L'INCITI, bien qu'il ne soit pas tout à fait unique, dans ses modes de coopérations avec les pouvoirs publics au Brésil, présente une nouvelle forme de coopération entre l'Université et les pouvoirs publics locaux. Ainsi, très clairement, l'absence de critique et d'autocritique de ce type de processus est dangereuse pour la vitalité, la durabilité et l'indépendance de l'Université dans la pensée sur la ville. Néanmoins, la relative autonomie de l'équipe, notamment du fait de l'existence de bourse de recherche extérieure, permet, encore une certaine forme d'autonomie et

---

of place attachment and place identity in explaining place-protective action. *Journal of Community & Applied Social Psychology*, 19 (6), pp. 426-441.

<sup>15</sup> Pour un panorama rapide des théories de la délibération: AVRITZER, L. (2000). Teoria democrática e deliberação pública. *Lua Nova: Revista de Cultura e Política* (50).

d'indépendance dans la production scientifique. À ce titre, le processus d'activation de la Capunga, à une échelle réduite, présente, pour le moment, un exemple relativement réussi, de respect du principe d'insociabilité entre recherche, enseignement et extension. Bien évidemment, l'indissociabilité, ne signifie pas nécessairement la concomitance de ces actions, bien que dans ce cas, cela puisse parfois être le cas.

Dans un contexte de crise démocratique et économique, ces formes de coopérations viennent bouleverser les modes de production de la ville, mais également les modes de mise en débat de celle-ci, venant dans certains cas questionner les responsabilités des institutions. Le flou existant quant aux limites du champ d'action de l'université est intéressant, car il permet l'innovation, mais dans le même temps questionne très fortement le principe démocratique de telles démarches et les dérives associées. Ainsi, cette communication apparaît comme un premier pas, très incomplet, pour discuter et critiquer ces formes de coopération et les conditions nécessaires à celle-ci pour que l'Université défende ce principe d'insociabilité entre enseignement, recherche et extension.

Comme nous avons pu le voir, le processus d'activation est un savant mélange de recherche, d'enseignement et de mise en débat du projet urbain à partir de la « pratique ». En effet, c'est dans l'action et la pratique réflexive, dans un cadre délibératif partagé, que l'INCITI a légitimité sa position d'animateur du projet urbain. Ainsi, on peut très clairement identifier qu'il y a un renouvellement des formes de coopération entre université et pouvoir public qui questionne très clairement la difficulté pour l'université à être autonome et indépendante. Néanmoins, cette forme de coopération offre des possibilités tout à fait intéressantes de repenser la place de l'université dans la cité. En ce sens, l'indissociabilité du triptyque prend forme, à partir du moment où l'université à les conditions de passé à l'action. Ainsi, elle pourrait apparaître comme un catalyseur de citoyenneté.

## BIBLIOGRAPHIE

- AVRITZER, L. (2000). Teoria democrática e deliberação pública. *Lua Nova: Revista de Cultura e Política* (50).
- BACQUE, M.-H., & GAUTHIER, M. (2011, 1). Participation, urbanisme et études urbaines » Quatre décennies de débats et d'expériences depuis « A ladder of citizen participation » de S. R. Arnstein. *Participations* (1), pp. 33-66.
- BENZAQUEN, J. (2012, Jul/Set). A universidade popular dos movimentos sociais: entrevista com o prof. Boaventura de Sousa Santos. *Educação e sociedade* (33).
- BOBBIO, L., & MELÉ, P. (2015). Introduction. Les relations paradoxales entre conflit et participation. *Participations*, pp. 7-33.
- CALVACANTI, R., MELO, L., & MONTEIRO, C. (2015). Como resgatar os ambientes naturais: projeto Parque Capibaribe, Recife - PE. *Periódico Técnico e Científico Cidades Verdes*, 3 (8).
- CARVALHO, L., & MONTEIRO, C. (2016). Recife: The popular struggle for a better city. *AD - Architectural Design BRAZIL: Restructuring the Urban*, pp. 96-105.
- CHAIA, W. M. (1994). Universidade, Informação e movimentos sociais. *São Paola em perspectiva*, pp. 46-50.

- DEVINE-WRIGHT, P. (2009, Nov/Dec). Rethinking NIMBYism: The role of place attachment and place identity in explaining place-protective action. *Journal of Community & Applied Social Psychology*, 19 (6), pp. 426-441.
- GAXIE, D. (1978). *Le Cens caché. Inégalités culturelles et ségrégation politique*. Paris: Seuil.
- INGALLINA, P. (2008). *Le projet urbain*. Paris: Presses Universitaires de France.
- LEFEBVRE, H. (2009 (1968)). *Le Droit à la ville* (3è éditions ed.). Paris: Le Seuil.
- MACHRY, S., & MONTEIRO, C. (2014). Andabilidade urbana - metodologia de avaliação e de gestão da qualidade urbana. *3 coloquio ibero-americano : Paisagem cultural, patrimônio e projeto*.
- MACIEL, A., & MAZZILLI, S. (2010). Indissociabilidade entre ensino, pesquisa e extensão: percursos de um princípio constitucional. *33ª Reunião Anual da ANPED*. Caxambú.
- MARTINS, C. (2009, an./abr.). A reforma universitária de 1968 e a abertura para o ensino superior privado no Brasil. *Educ. Soc*, 30 (106), pp. 15-35.
- MARTOUZET, D. (2004). L'urbaniste est-il en mesure de créer les conditions spatiales du lien social (ou de l'urbanité)? . Tours.
- MENEZES, P., & SÁ CARNEIRO, A. (2014). Uma compreensão sistêmica da paisagem do Recife: Ordenamento da paisagem através dos corpos de água. *3 Coloquio Ibero-americano: Paisagem cultural, Patrimônio e projeto*. Belo Horizonte.
- SOBRINHO, J. (2005, Jan./Apr.). Educação superior, globalização e democratização. Qual universidade?\*. *Revista brasileira de educação* (28).
- SOUZA, J. G. (1996, Agosto). Evolução histórica da universidade brasileira: abordagem preliminares. *Revista da faculdade de educação PUCCAMP*, 1 (1), pp. 42-58.
- VILLENEUVE, P., TRUELLE, C., PELLETIER, M., & THERIAULT, M. (2009). Les conflits urbains: une approche analytique. *Environnement urbain / Urban environment*, 3, pp. 1-8.
- WIERSIORKA, M. (2012, Juillet). Du concept de sujet à celui de subjectivation/dé-subjectivation. *FMSH-WP-2012-16*, .